



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

35 | 2013

Quand la santé des femmes rejoint la lutte pour
l'égalité des droits

Au Pakistan, faire avancer les droits des femmes dans les Dar Ul Aman

Françoise Sivignon et Anne Sinic



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2246>

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 4-7

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Françoise Sivignon et Anne Sinic, « Au Pakistan, faire avancer les droits des femmes dans les Dar Ul Aman », *Humanitaire* [En ligne], 35 | 2013, mis en ligne le 25 juillet 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/2246>

© Tous droits réservés

Retour sur...

Au Pakistan,
faire avancer les droits
des femmes dans
les Dar Ul Aman

Dar Françoise Sivignon
et Anne Sinic

Présent dans la province orientale du Punjab depuis 1996, Médecins du Monde a progressivement construit un partenariat engagé avec les autorités pakistanaïses. Il s'agit notamment de garantir une protection effective des femmes au sein des Dar Ul Aman, ces « maisons de la paix » dans lesquelles certaines d'entre elles trouvent refuge.

1. Malala Yousafzai, 14 ans, est une jeune Pakistanaise devenue la cible des talibans pour son combat en faveur de l'éducation des jeunes filles dans son pays (NdIR).

Entre violence sectaire et conflits frontaliers, le « Pays des purs » reste sous les feux de l'actualité. Et comme dans beaucoup de contextes instables, la situation des femmes demeure fortement préoccupante. Si le droit à l'éducation est courageusement incarné par la jeune Malala¹, d'autres engagements à forte connotation politique méritent d'être mieux connus. Celui de la province orientale du Punjab en faveur de la protection et de l'accès aux soins des femmes exposées aux violences domestiques est à ce titre remarquable.

— Violence domestique

Comme sous-jacente à la violence politique qui déchire le Pakistan, la violence domestique est largement répandue dans le pays. Même si l'ampleur des violences intrafamiliales – coups et blessures, viols, brûlures à l'acide, homicides – est difficile à estimer, il est communément admis que ces sévices affecteraient, à des degrés divers, plus de la moitié des femmes pakistanaises, soit près de 90 millions de personnes. Celles qui trouvent le courage de porter plainte se trouvent confrontées à l'attitude laxiste de la police et de l'appareil judiciaire, avant d'être bien souvent renvoyées dans leur famille, c'est-à-dire auprès de leurs agresseurs.

Au Punjab, province de 91 millions d'habitants, le chiffre de 9 000 incidents graves – parmi lesquels 2 000 meurtres et « crimes d'honneur » – a été rapporté par la Fondation pakistanaise Aurat pour la seule année 2011. Cette violence est clairement masquée par une pression sociale qui, d'une certaine manière, la « normalise » et par l'absence de liberté de mouvement et d'autonomie, notamment financière, qui caractérise la grande majorité des femmes pakistanaises. Faute d'information sur leurs droits et les structures susceptibles de les aider, les femmes qui décident de quitter leur foyer entament ainsi une démarche difficile et dangereuse.

Or, menacées de mort ou de blessures à l'acide, ces femmes ont un besoin impératif d'une protection à la fois physique, morale et juridique. Le gouvernement du Punjab a développé une réponse institutionnelle pour les prendre en charge en créant un premier refuge en 1963. Plus de quarante ans plus tard, en 2006, les Dar Ul Aman ou « maisons de la paix » s'étendaient sur l'ensemble des districts de la province. Gérés par le département des Affaires sociales², ces abris temporaires fournissent gratuitement des services médico-sociaux et juridiques. Près de 20 000 femmes et enfants sont ainsi accueillis chaque année dans les 34 Dar Ul Aman du Punjab.

2. Social Welfare Department (SWD).

— Les « maisons de la paix » : refuges ambivalents

Si les maisons de la paix sont synonymes de moments de répit, la réalité des lieux vient rappeler que c'est bien de protection contre les actes de violence extrême et de menaces de mort dont il est question. Gardé par des hommes en armes, l'endroit est entouré de hauts murs et de grilles cadenassées. C'est un lieu austère, une « presque prison » dont on ne sort pas sans autorisation. Ici, nulle touche de couleur, nulle évocation de moments heureux sur les murs des chambres communes. Les femmes que l'on croise sont très jeunes et la moitié d'entre elles ont été mariées avant l'âge de 15 ans. Un tiers des résidentes ont moins de 12 ans. Leur durée de séjour est variable et dépend du temps nécessaire à la justice pour statuer sur leur situation ou pour trouver un arrangement avec la famille. Pendant ce temps, et paradoxalement, les femmes qui fuient la violence finissent par la retrouver au sein même de ces maisons de la paix où elles peuvent être confrontées à de graves abus.

L'amélioration de leur prise en charge passe donc d'abord par le renforcement des connaissances et des capacités du personnel des Dar Ul Aman. Au contact quotidien des femmes et des enfants accueillis, ils sont responsables de leur sécurité et leur bien-être, mais trop souvent à l'origine de ces négligences et mauvais traitements.

— Des réponses adaptées contre les violences faites aux femmes

Les Dar Ul Aman sont des lieux circonscrits, des « corridors » où les résidentes ne font que passer temporairement. Plus de 500 bénévoles – psychologues, médecins et avocats – permettent

d'assurer un réel accès aux soins de santé, une assistance juridique, un accompagnement psychologique et des activités socio-éducatives. Entre entretiens individuels et sessions collectives, les résidentes réalisent ce que représentent leurs droits, mais aussi ce que signifie l'« estime de soi ».

Des réponses adaptées restent encore à trouver pour améliorer leur réinsertion en fin de séjour. La qualité et la force du plaidoyer, l'*empowerment* des femmes ainsi que les avancées institutionnelles, législatives et judiciaires constituent certainement une partie de la réponse.

Malgré les obstacles émanant des franges radicales de la société pakistanaise, le Sénat du Punjab a voté en 2012 un texte de loi condamnant les violences domestiques. Plus récemment, le gouvernement provincial a adopté huit textes de loi en faveur des droits des femmes, mettant en lumière l'importance du travail de plaidoyer réalisé par les ONG pakistanaises qui composent Mumkin Alliance Punjab, un réseau qui mène des actions militantes pour lutter contre les violences faites aux femmes et dont fait partie Médecins du Monde.

Les exemples de violation des droits fondamentaux ne manquent pas, au Pakistan comme ailleurs. Si la violence envers les femmes est aussi la conséquence d'institutions défaillantes, d'une corruption rampante, d'un féodalisme enraciné et du poids du tribalisme, il est impératif de garder à l'esprit qu'elle reste endémique dans le monde. S'il n'est pas question de limiter notre indignation au seul Pakistan et aux actes de violence perpétrés par ses franges radicales, le « Pays des purs » reste un lieu où s'élabore une méthodologie susceptible d'être répliquée ailleurs.

Les auteurs

Le docteur Françoise Sivignon est vice-présidente de Médecins du Monde. Anne Sinic est responsable des programmes Asie à Médecins du Monde.